

Perspectives

N°20/289 – 13 novembre 2020

ROYAUME-UNI – Conjoncture

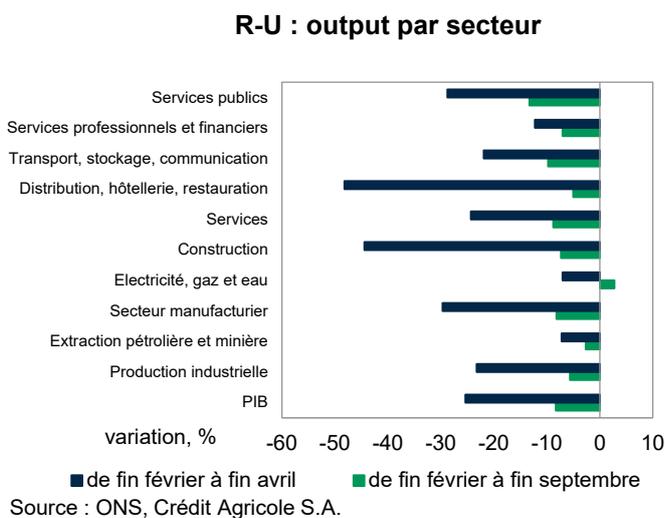
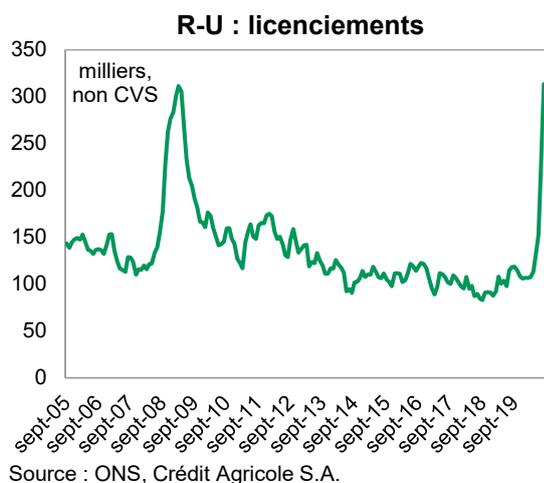
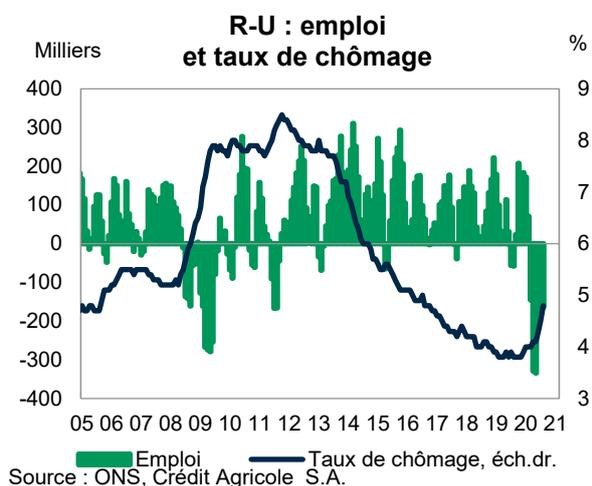
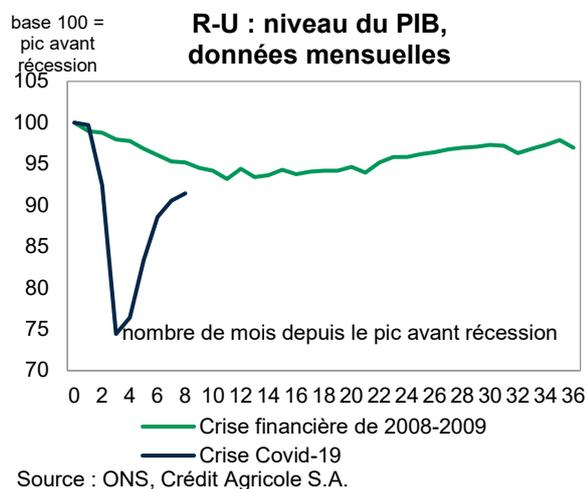
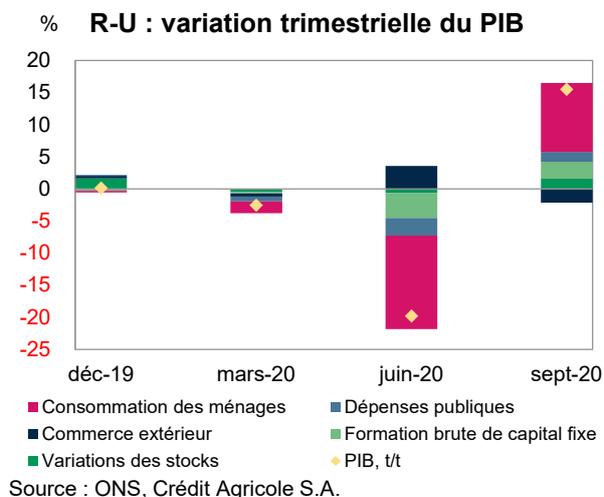
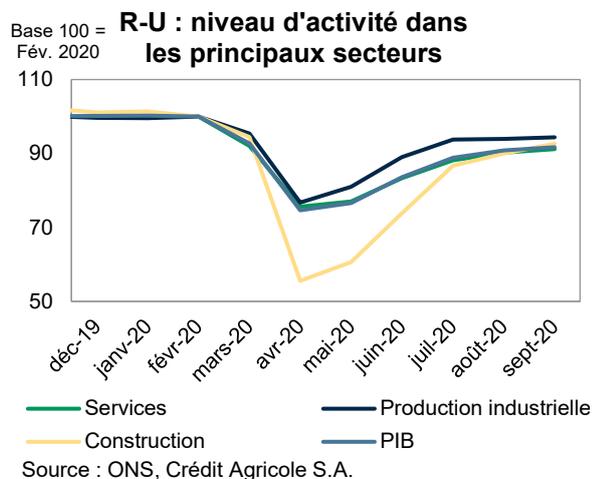
Quand le PIB fait de son mieux mais toujours pas assez

- Avec le relâchement des mesures de distanciation sociale au cours de l'été, le PIB britannique a rebondi de 15,5% au troisième trimestre**, soit son plus fort taux de croissance trimestriel depuis le début de la série en 1955. Ce rebond vient après deux trimestres consécutifs de chute record de l'activité (-2,5% au premier trimestre et -19,8% au deuxième trimestre). Il a été inférieur aux anticipations (consensus Reuters : 15,8%, Banque centrale d'Angleterre : 16,1%, Crédit Agricole : 16,9%). Le niveau du PIB se situe 9,7% sous son niveau du quatrième trimestre 2019, avant le choc de la pandémie, soit une baisse cumulée deux fois plus élevée que celle observée en Italie (-4,5%), en Allemagne (-4,2%) ou encore en France (-4,1%) et près de trois fois plus marquée qu'aux États-Unis (-3,5%).
- La reprise a été incomplète dans les secteurs majeurs d'activité et inégale.** Le secteur des services a crû de 14,2% sur le trimestre après un repli de 19,2% au deuxième trimestre. De la même manière, la production industrielle a augmenté de 14,3%, après s'être contractée de 16,3% au deuxième trimestre. La construction affiche un rebond de 41,7% après une baisse de 35,7% au deuxième trimestre. Dans ces trois principaux secteurs d'activité, le niveau du PIB reste très en dessous de son niveau de fin 2019 : de 10% dans les services, de 6,3% dans l'industrie et de 11,5% dans la construction.
- En rythme mensuel, la reprise a décéléré de manière prononcée depuis le mois de juin.** Après des hausses relativement soutenues de l'activité aux mois de juin (9,1%) et de juillet (6,3%), le PIB n'a crû que de 2,2% au mois d'août et de 1,1% en septembre. En juillet, la reprise a bénéficié d'un effet de rattrapage de la demande, notamment dans les secteurs de la construction et des ventes d'automobiles, alors que le relâchement des mesures de distanciation sociale a été particulièrement favorable aux secteurs de la restauration et de l'hôtellerie. Par ailleurs, la restauration a été le principal contributeur à la hausse du PIB au mois d'août, ayant bénéficié du dispositif du gouvernement *Eat out to Help Out* qui a soutenu les dépenses dans les bars et les restaurants, tandis que les restrictions de déplacement à l'étranger ont profité au secteur hôtelier domestique.
- En septembre, on observe un quasi arrêt dans le secteur manufacturier et une nette décélération dans les services.** En effet, la dissipation des facteurs de soutien a provoqué un repli de l'activité dans le secteur de la restauration, de l'hôtellerie et de restauration (-1,6% sur le mois). *A contrario*, la rentrée scolaire a soutenu le secteur de l'éducation. Dans l'ensemble, la croissance en septembre a été portée par les activités professionnelles, scientifiques et techniques, ainsi que les activités juridiques, comptables et publicitaires, ce qui a permis aux services de continuer à croître modérément (de 1%, après 2,4% en août en variation mensuelle). Par ailleurs, le secteur de la grande distribution et de réparation des véhicules à moteur a retrouvé son niveau de pré-crise, alors que la plupart des autres secteurs des services (à l'exception de l'administration publique et de la défense) demeurent encore en-deçà de leur niveau de février 2020, c'est-à-dire avant la mise en place du premier confinement le 23 mars dernier. Du côté de l'industrie, la production a légèrement accéléré en septembre (+0,4% en variation mensuelle après 0,2% en août), grâce à un rebond de l'activité dans le secteur de l'extraction minière et pétrolière (activité très erratique), tandis que le secteur manufacturier a été quasi stable sur le mois (+0,1%, après 0,9% en août). **Au total, le niveau du PIB au mois de septembre se situe 8,3% sous son niveau du mois de février.**
- En termes de dépenses, la croissance a été tirée par la consommation privée** qui a bondi de 18,3%, après s'être repliée de 23,6% au deuxième trimestre. Elle a contribué pour 10,7 points de pourcentage à la croissance du PIB, suivi par l'investissement résidentiel (contribuant pour 2 points de pourcentage) et par les variations de stocks (+1,6 point de pourcentage à la croissance sur le trimestre). Selon l'Office

des statistiques nationales (ONS), les données préliminaires montrent que les dépenses en services (+ 22,7% sur le trimestre) ont contribué le plus à la hausse de la consommation des ménages, même si la consommation en biens durables a aussi été très forte (38,6%), alors que celle de biens non-durables a été plus modérée (+2,6%). **La consommation publique a déçu**, en hausse de 7,8% sur le trimestre, après une baisse de 14,6% au deuxième trimestre.

- **L'investissement productif a contribué positivement à la croissance mais de relativement faible ampleur** (0,8 point de pourcentage). Il a augmenté de 8,8% sur le trimestre, après s'être replié de 21,6% le trimestre précédent et reste 20,5% sous son niveau de fin 2019. Cette faiblesse est en ligne avec les résultats des enquêtes d'entreprises qui montrent que les entreprises continuent de reporter leurs projets d'investissement en raison de l'incertitude, en particulier dans les industries de l'aviation, de l'automobile et du pétrole.
- **Enfin, les exportations ont été décevantes, ayant crû de 5,1% sur le trimestre après s'être repliées de plus de 20% sur la première moitié de l'année.** *A contrario*, les importations affichent une hausse de 13,2%, en ligne avec le rebond solide de la demande intérieure (18,4%). La hausse des importations est surtout portée par un fort rebond des importations de biens (18,6%). En conséquence, le commerce extérieur a contribué négativement à la croissance trimestrielle du PIB (de -2,1 points de pourcentage) et le surplus commercial baisse à 0,9% du PIB au troisième trimestre, après 3,6% au deuxième trimestre.
- **Le marché du travail raconte deux histoires entre ceux qui retournent à leur emploi et ceux qui le perdent.** D'une part, le rebond de l'activité au troisième trimestre a conduit à une baisse des salariés au chômage partiel (à 9% de la force du travail en septembre, contre plus de 20% en juin), une partie de ces salariés retrouvant un emploi à temps plein. Cela s'est traduit par une hausse record des heures travaillées au troisième trimestre (de près de 10%), même si tout comme l'activité elles restent nettement inférieures au niveau d'avant-crise. Les postes à pourvoir ont continué de progresser (+146 000 sur le trimestre), tout en restant également à un niveau plus bas que celui d'avant la crise. La croissance des salaires a accéléré (à 1,9% hors bonus, depuis -0,1% au deuxième trimestre).
- **D'autre part, les licenciements se sont poursuivis (+181 000 sur le trimestre) et ont atteint un record historique à 314 000.** Au total, l'emploi a continué de reculer sur le trimestre (-164 000 par rapport au deuxième trimestre et -247 000 par rapport à la même période de l'année précédente) avec un taux d'emploi en baisse de 0,6 point de pourcentage à 75,3%. **Le taux de chômage grimpe de 0,7 point de pourcentage sur le trimestre à 4,8%.**
- **L'économie britannique est entrée au quatrième trimestre avec un acquis de croissance relativement faible de 1,4%.** La dynamique de croissance s'est rapidement affaiblie au cours du troisième trimestre, avec un mois de septembre en forte perte de vitesse. Cette décélération du rythme de croissance intervient alors même que le PIB est loin d'avoir rattrapé son écart par rapport au niveau d'avant-crise. Une comparaison avec la crise financière de 2008-2009 (cf. graphique ci-dessous) illustre la gravité de la situation. Même après le fort rebond du PIB au troisième trimestre, son niveau se situe bien en-deçà (de 2%) du creux atteint lors de la crise de 2008-2009.
- **En raison de la mise en place d'un nouveau confinement de la population au Royaume-Uni (jusqu'au 2 décembre au moins) et dans les autres grands pays européens, le PIB devrait se contracter au quatrième trimestre.** Cependant, la contraction devrait être nettement plus faible qu'au deuxième trimestre car le confinement est moins strict qu'au printemps. Les écoles restent ouvertes. L'activité dans l'industrie et la construction continue. Même si les commerces non-essentiels sont fermés, beaucoup d'entreprises se sont adaptées (livraison à domicile, *click-and-collect*). Par conséquent sur le mois de novembre, nous anticipons une chute du PIB de près de la moitié de celle d'avril, soit -9,7% en variation mensuelle. Si les restrictions sont assouplies au mois de décembre, le secteur du commerce devrait profiter de la période des fêtes et enregistrer ainsi une performance nettement supérieure à celle du premier confinement. Nous révisons notre prévision de croissance à -2% sur le quatrième trimestre (en ligne avec celle de la BoE), depuis +2,4% précédemment, sous l'hypothèse d'un assouplissement des restrictions début décembre en ligne avec les plans actuels. La croissance annuelle s'établirait à -11,2%. À court terme, le principal risque est un prolongement des restrictions en décembre si la situation sanitaire ne s'améliore pas.

Royaume-Uni : panorama conjoncturel



Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
10/11/2020	L'OBSERVATOIRE financier des Entreprises Agroalimentaires	Agri-agro
10/11/2020	Inde – Comme une petite lueur dans le noir	Asie
10/11/2020	Embellie sans lendemain ? Dessiner 2021	UE
09/11/2020	UE – Commission européenne : les prévisions d'automne annoncent un gel hivernal sur la croissance	UE
06/11/2020	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
03/11/2020	Secteur bancaire – Les monnaies digitales de banque centrale : opportunité ou menace pour les banques ?	Banques
03/11/2020	États-Unis : la crise de légitimité	États-Unis
03/11/2020	Russie – La stratégie d'hibernation ?	Russie
02/11/2020	Italie – Conjoncture, Flash PIB : estimation au T3	Italie
02/11/2020	Zone euro – Conjoncture, Flash PIB : première estimation au T3 2020	UE
02/11/2020	UE – Apprendre à vivre avec : ce que cela signifie pour le scénario de croissance	UE
30/10/2020	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
30/10/2020	France – Conjoncture, Flash PIB : un rebond plus fort qu'attendu au T3, mais déjà obsolète	France
27/10/2020	Géopolitique – Corée du Nord : le nucléaire comme seul mais absolu facteur de puissance	Géopolitique
26/10/2020	Chine – La croissance se rééquilibre, mais déçoit	Chine
23/10/2020	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
23/10/2020	Italie – Scénario 2020-2021 : L'espoir de la reprise face au risque de deuxième vague	Italie
22/10/2020	Espagne – Scénario 2020-2021 : une fin d'année remplie d'incertitudes	Espagne
21/10/2020	La gestion des créneaux horaires, nouveau défi du transport aérien	Aéronautique
21/10/2020	Royaume-Uni – Brexit : dernière ligne droite	Royaume-Uni
20/10/2020	Royaume-Uni – Scénario 2020-2021 : un hiver long et difficile	Royaume-Uni

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit - **Statistiques :** Robin Mourier

Secrétariat de rédaction : Véronique Champion

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com>

iPad : application [Études ECO](#) disponible sur App store

Android : application [Études ECO](#) disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.